Comme l'a justement dit Alain Bauer lors du débat auquel je participais avec lui sur Europe 1 vendredi soir, où qu'ils soient, par des barbares qui profèrent des appels au meurtre, le crime peut, hélas, venir de partout, comme on l'a vu dans l'Isère.
Le Premier ministre, Manuel Valls, a eu raison de dire que la lutte contre le terrorisme, contre cette barbarie prendrait du temps. Ce serait une illusion que de croire que l'on pourra réduire à néant en peu de temps une menace qui reste à un niveau très élevé.
Face à cela, les controverses politiciennes m'apparaissent dérisoires. Il faut faire face. Il faut faire front. C'est la tâche de ce gouvernement, comme ce serait la tâche du tout autre gouvernement républicain dans notre pays.
Il faut être unis face à la barbarie.
Il faut aussi être déterminés.
Le gouvernement a annoncé une série d'actions de vigilance et de surveillance en janvier dernier. Il a ouvert des moyens, créé de nombreux postes et programmé nombre de créations de postes.
Dans le rapport sur la lutte contre les réseaux djihadistes – dont j'ai été le rapporteur au Sénat –, nous avons préconisé 110 mesures concrètes. Nombre d'entre elles sont déjà mises en œuvre. Il faut continuer.
Le rapport remis quelques mois plus tard par nos collègues députés va exactement dans le même sens.
Il n'y a aucune contradiction entre les deux rapports.
Nous préconisons toute une série d'actions concrètes. Cela va de la détection de la radicalisation, de sa prévention, au suivi individualisé des personnes concernées, à l'accroissement des moyens des services de renseignements – en particulier sur le terrain – en passant par une extension de la cellule d'écoute et de détection, une plus grande surveillance d'Internet, une lutte contre les moyens de financement du terrorisme (la décision récente de limiter les paiements en liquide à mille euros va dans le sens de nos préconisations).
Je ne peux tout résumer ici. Nos rapports sont publics.
Ce qui est sûr, c'est qu'il ne faut en aucun cas baisser les bras. Il faut faire preuve de détermination. Et mettre en œuvre dans les différents domaines que je viens d'évoquer tout ce qui peut être fait pour lutter contre cette barbarie.
Cette lutte doit être internationale. Je pense à nos amis tunisiens qui paient très cher le fait d'avoir choisi la démocratie, le respect de toutes les croyances et convictions, l'attachement au droit des femmes.
Les fanatiques ne veulent pas de ces avancées.
Ils tentent de les mettre en cause en compromettant la saison touristique et en privant ainsi ce pays de ressources dont il a besoin.
Nous sommes et restons profondément solidaires de nos amis tunisiens.
Jean-Pierre Sueur

>> Écouter l'intervention de Jean-Pierre Sueur sur Europe 1 (débute à 1 h 03 min 30 sec)

.

Phoca PDF